

OCTOBRE 2026

Une croissance résiliente, mais des perspectives qui s'assombrissent¹

L'Afrique subsaharienne devrait afficher une croissance de 4,5 % en 2026 comme en 2027. L'adaptation de l'offre mondiale, la bonne tenue des recettes d'exportation dans certains pays et les réformes engagées précédemment ont contribué à amortir le choc provoqué par la guerre au Moyen-Orient. Toutefois, derrière cette croissance régionale soutenue se cachent des trajectoires nationales contrastées : l'activité demeure robuste dans les pays riches en ressources naturelles, tandis qu'elle marque le pas dans les pays pauvres en ressources naturelles. L'inflation médiane devrait passer de 3,4 % en 2025 à 4,3 % en 2026, puis à 5,0 % en 2027. L'ajustement budgétaire engagé avant la guerre et la baisse des ratios d'endettement constituent des avancées importantes. Néanmoins, la charge élevée des intérêts, la faiblesse des réserves dans de nombreux pays et le recul de l'aide laissent peu de marge pour absorber un nouveau choc défavorable. Les risques restent nettement orientés à la baisse, sous l'effet notamment de nouvelles perturbations de l'approvisionnement énergétique, d'une réévaluation du risque souverain, de réductions supplémentaires de l'aide et de graves chocs climatiques, en particulier liés au phénomène El Niño. Les pouvoirs publics devraient poursuivre l'ajustement budgétaire nécessaire, épargner les recettes exceptionnelles tirées des produits de base, cibler le soutien sur les ménages vulnérables et maîtriser l'inflation persistante. Il est essentiel de protéger l'investissement productif et de favoriser la croissance du secteur privé pour réduire le coût des futurs chocs et améliorer durablement les niveaux de vie.

Évolution récente et perspectives : résilience régionale, trajectoires divergentes

La croissance régionale reste résiliente et globalement conforme aux prévisions d'avril 2026, mais la dynamique varie d'un groupe de pays à l'autre. La production régionale devrait croître de 4,5 % en 2026 comme en 2027, soit au même rythme qu'en 2025. Les prévisions pour 2026 sont supérieures de 0,2 point de pourcentage à celles d'avril, et globalement inchangées pour 2027. La croissance des pays exportateurs de pétrole s'accélère, passant de 4,0 % à 4,1 % cette année, tandis que celle des autres pays riches en ressources naturelles reste stable à 3,8 % et celle des pays pauvres en ressources naturelles fléchit, passant de 6,4 % à 6,0 % (graphique 1.1). Ces projections supposent une normalisation progressive des flux et des prix de l'énergie dans les pays du Golfe, la poursuite de la mise en œuvre des réformes, des répercussions économiques limitées du phénomène *El Niño* et l'absence d'un brusque durcissement des conditions de financement mondiales².

L'ajustement de l'offre à l'échelle mondiale et l'adaptation du secteur privé ont amorti le choc, et l'activité a renoué avec la croissance après le ralentissement observé au deuxième trimestre. Les producteurs des pays du Golfe ont réorienté leurs expéditions, la production pétrolière hors du Golfe a augmenté, les stocks ont été mis à contribution et les entreprises ont modifié leurs sources d'approvisionnement et leurs chaînes logistiques. Dans sept pays représentant environ la moitié de la production régionale, l'indice composite médian des directeurs d'achat est tombé sous le seuil de 50 au deuxième trimestre et les nouvelles commandes ont diminué. Ces deux indicateurs se sont toutefois redressés en juillet, signalant une reprise de l'activité d'un mois sur l'autre et témoignant de la résilience du secteur privé. Les prix des intrants sont restés élevés. La réorientation des chaînes d'approvisionnement et l'adaptation du secteur privé ont permis de gagner du temps, mais les stocks ne peuvent pas être mis à contribution indéfiniment : si les perturbations persistent, la charge de l'ajustement pèsera de plus en plus sur l'investissement, l'emploi et la consommation.

La normalisation des marchés de l'énergie devrait être progressive, tandis que les perturbations dans le secteur du raffinage et des engrais continuent d'exercer une pression sur les prix des denrées alimentaires et d'autres intrants. Les projections de l'édition d'octobre 2026 des *Perspectives de l'économie mondiale* reposent sur une réouverture progressive du détroit d'Ormuz. Le prix moyen du pétrole devrait s'établir à 96 dollars le baril en 2026, avant de retomber à 87 dollars en 2027. Les marchés des produits raffinés, en particulier celui du gazole, restent

particulièrement tendus sous l'effet des pertes de capacité de raffinage. La réduction des capacités de production et les perturbations des expéditions transitant par le détroit d'Ormuz ont mis à rude épreuve l'approvisionnement en engrais, ce qui devrait faire augmenter les prix de 26 % en 2026 par rapport à 2025. En août 2026, l'indice des prix alimentaires de la FAO était supérieur d'environ 6 % à son niveau de février, mais demeurait inférieur d'environ 17 % à son pic de mars 2022. Les perturbations des expéditions de céréales en mer Noire accentuent les tensions sur les prix, notamment pour le blé, et aggravent les effets de la hausse des coûts de l'énergie et des engrais sur les pays importateurs de produits alimentaires de la région³.

Les réformes et les efforts de stabilisation engagés précédemment ont aidé les pays à surmonter le choc. Les réformes du marché des changes et la réduction des subventions aux carburants en Éthiopie et au Nigéria, l'amélioration de la mobilisation des recettes publiques et des cadres monétaires ainsi que les réformes structurelles en Afrique du Sud ont contribué à stabiliser la situation macroéconomique et à offrir un cadre plus prévisible pour l'investissement privé. L'Éthiopie, le Ghana et la Zambie ont également progressé dans la restructuration de leur dette souveraine. Ces avancées ont nécessité des ajustements politiquement difficiles des taux de change et des prix des carburants, avec des coûts immédiats pour les ménages et les entreprises. Elles expliquent pourquoi la croissance s'est maintenue en dépit d'un environnement extérieur moins favorable.

Dans certains pays, les recettes tirées des exportations de produits de base et des conditions d'approvisionnement intérieures favorables contribuent à amortir le choc, tandis que d'autres demeurent plus exposés en raison de marges de manœuvre limitées. La hausse des prix du pétrole représente une manne potentielle. En Angola, la position extérieure et l'accès aux marchés se sont améliorés et l'inflation a reculé, mais l'ajustement macroéconomique et les réformes ont ralenti. Le Niger compte épargner une partie de ces recettes et en consacrer une autre aux dépenses sociales et à la sécurité alimentaire. Dans l'ensemble de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), l'arrivée à maturité de certains gisements et les capacités de production limitées restreignent le potentiel de recettes supplémentaires, tandis que les prix administrés des carburants et les contraintes de financement à l'échelle régionale en atténuent les retombées sur l'ensemble de l'économie. La hausse des prix d'autres produits de base, notamment du cuivre et de l'or, peut également amortir le choc sur les prix à l'importation. La Zambie a bénéficié d'une augmentation des recettes tirées du cuivre, d'une récolte de maïs plus abondante, d'une amélioration de l'approvisionnement en électricité et de la poursuite des investissements dans l'énergie solaire. Les réductions de taxes sur les carburants et l'appréciation du kwacha ont atténué la hausse des prix à la pompe.

L'inflation médiane augmente, bien que la désinflation se poursuive dans plusieurs pays marqués par une forte inflation. L'inflation médiane devrait passer de 3,4 % en 2025 à 4,3 % en 2026, puis à 5,0 % en 2027 (graphique 1.2). Si les coûts des carburants et des transports constituent la source immédiate de ces tensions inflationnistes, les prix des engrais et des autres intrants importés se répercutent sur les prix des denrées alimentaires avec un certain décalage. La hausse du coût des intrants risque de freiner les semis et de peser ultérieurement sur les récoltes, en particulier lorsque les monnaies se déprécient, que le crédit est rare ou que les agriculteurs ont peu de possibilités de remplacer leurs intrants. Ces décalages peuvent entretenir les tensions sur les coûts intérieurs, même lorsque les prix internationaux de l'énergie diminuent.

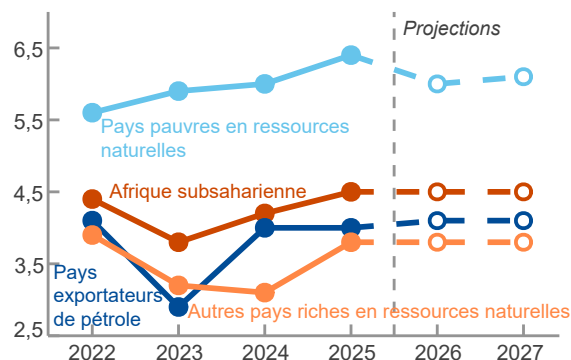
Les récents efforts d'ajustement budgétaire ont amélioré la situation des finances publiques, mais la charge élevée des intérêts continue de peser sur les dépenses. Le déficit budgétaire médian s'est réduit, passant de 4,6 % du PIB en 2020 à 3,2 % en 2024 et à 3,1 % en 2025. La dette publique médiane a reculé de 56,3 % du PIB en 2024 à 53,0 % en 2025 et devrait s'établir à 51,7 % en 2026 (graphiques 1.5 et 1.6). Ces améliorations tiennent à la fois aux efforts d'ajustement, à la croissance économique et, dans certains pays, à la restructuration de la dette. Néanmoins, le déficit médian devrait se creuser à 3,3 % du PIB en 2026, tandis que le déficit régional pondéré en fonction du PIB passera de 3,6 % à 3,7 %.

La position extérieure des pays exportateurs de pétrole s'améliore, tandis que les pays pauvres en ressources naturelles voient leurs déficits se creuser. L'excédent du compte courant des pays exportateurs de pétrole devrait passer de 1,6 % du PIB en 2025 à 4,4 % en 2026. Le solde des autres pays riches en ressources naturelles évolue peu, tandis que le déficit des pays pauvres en ressources naturelles se creuse, passant de 3,4 % à 5,8 % du PIB (graphique 1.3). La couverture des réserves augmente, en particulier dans les pays exportateurs de pétrole (graphique 1.4).

Graphique 1. Une croissance résiliente, des trajectoires nationales contrastées

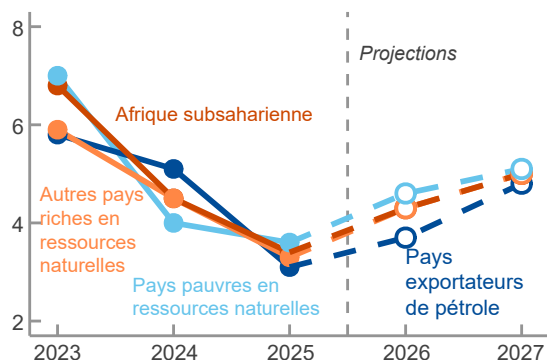
1.1. La croissance s'est maintenue, mais la dynamique varie ...

(Croissance du PIB réel, en pourcentage)



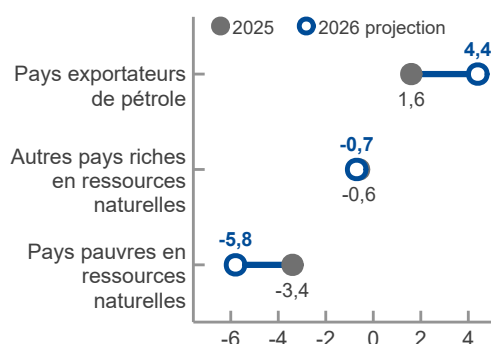
1.2. ... tandis que l'inflation augmente.

(Inflation moyenne annuelle médiane, en pourcentage)



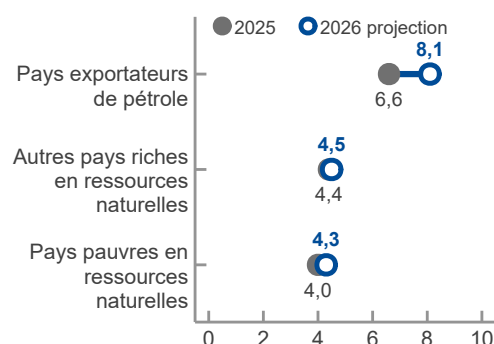
1.3. Les positions extérieures divergent ...

(Compte des transactions courantes, en pourcentage du PIB, 2025–26)



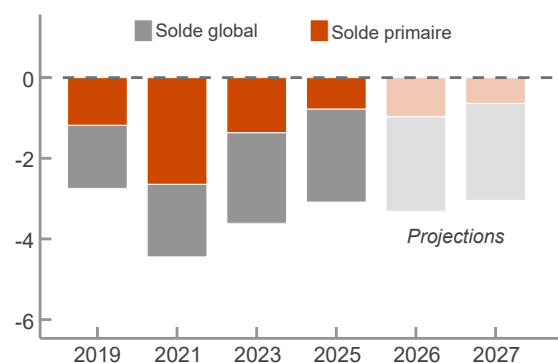
1.4. ... et les réserves demeurent inégales.

(Réserves, en mois d'importation, 2025–26)



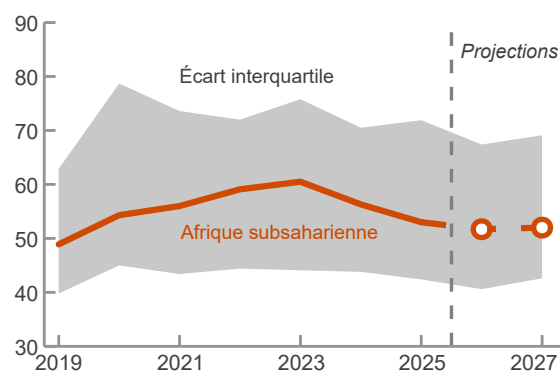
1.5. Les déficits budgétaires se sont réduits depuis 2021 ...

(Solde budgétaire global, en pourcentage du PIB, médiane)



1.6. ... et les ratios d'endettement médians ont diminué.

(Dettes publiques, en pourcentage du PIB, médiane)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Les pouvoirs publics ont conjugué l'ajustement des prix des carburants avec des mesures temporaires de soutien, mais les aides ciblées restent limitées. Dans les 21 pays de l'échantillon, l'évolution des prix de détail de l'essence et du gazole par rapport aux cours internationaux de référence des produits raffinés fait apparaître de fortes différences d'ajustement selon les pays et les produits (graphiques 3.1 et 3.2)⁴. Le Rwanda a associé un ajustement substantiel des prix à un resserrement monétaire et un soutien ciblé, tandis que l'Éthiopie a appliqué des subventions temporaires aux carburants différenciées selon les produits et les catégories d'utilisateurs afin de maîtriser les coûts. La plupart des mesures budgétaires annoncées étaient de nature temporaire, mais seule une sur sept environ a été considérée comme ciblée. Les dispositifs généralisés d'allègement des prix sont peu efficaces du point de vue du ciblage : les ménages les plus aisés en tirent généralement l'essentiel des

avantages, tandis que le coût budgétaire de ces dispositifs peut évincer des dépenses sociales plus efficaces pour protéger les groupes vulnérables. Lorsque ces mesures d'allègement ne sont pas intégralement financées, les pertes subies par les importateurs de carburants et les entreprises de services publics peuvent entraîner des arriérés, des pénuries ou un rationnement⁵.

Certains pays continuent d'avoir accès aux marchés, mais le financement reste coûteux et l'aide est en recul. Les émetteurs souverains ont levé environ 12 milliards de dollars sur les marchés des euro-obligations en 2026 (graphique 2.1). Les écarts de rendement des obligations souveraines se sont en grande partie resserrés après leur élargissement initial et les conditions financières sont globalement plus favorables qu'au lendemain de chocs précédents, mais la hausse des taux de référence mondiaux maintient les coûts d'emprunt à un niveau élevé (graphiques 2.2 et 2.3)⁶. L'accès aux marchés, à lui seul, ne constitue donc pas un indicateur suffisant de la capacité de financement. Un regain d'aversion mondiale pour le risque pourrait rapidement inverser le resserrement des écarts de rendement. Pour les pays à faible revenu et les pays fragiles, l'environnement extérieur devient moins favorable : après avoir reculé d'environ un quart en 2025, l'aide bilatérale destinée à la région devrait diminuer de 12 % supplémentaires en 2026, selon les projections de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (graphique 2.5).

Risques et vulnérabilités : des marges de manœuvre érodées face à des risques croissants

Les marges de manœuvre limitées dont dispose la région réduisent sa capacité à absorber un nouveau choc. Selon les estimations pour 2025–27, les paiements d'intérêts absorbent environ 12 % des recettes publiques en valeur médiane (graphique 2.4), ce qui crée un écart important entre le solde primaire et le solde global. Cette situation réduit les marges que les efforts budgétaires peuvent dégager pour financer les services publics, l'investissement et une réponse en cas de nouveaux chocs (graphique 2.4). Le recul de l'aide limite encore davantage les ressources disponibles.

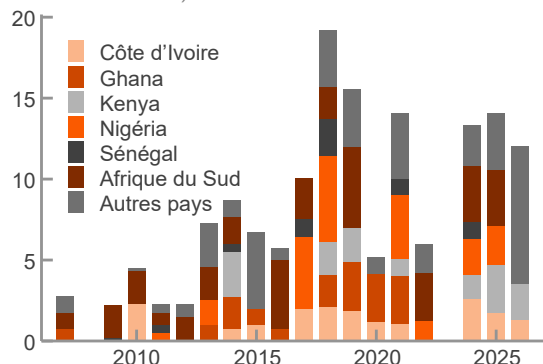
Les besoins de refinancement et les liens entre États et banques peuvent faire peser les tensions budgétaires sur les banques et sur l'octroi de crédit au secteur privé. À mesure que les banques locales absorbent une part croissante des émissions souveraines, l'emprunt public évince le crédit privé et accroît l'exposition des établissements financiers à la situation des finances publiques (graphique 2.6). Au sein de l'UEMOA et de la CEMAC, la concentration des expositions souveraines et les besoins de refinancement demeurent préoccupants, même lorsque l'accès aux marchés extérieurs s'améliore. Lorsque les volants de fonds propres et de liquidité des banques sont limités, ces expositions amplifient les risques. Les arriérés envers les fournisseurs et les entreprises publiques affaiblissent la trésorerie des entreprises et la qualité des actifs bancaires, tandis qu'un financement opaque peut compliquer la résolution de la dette et l'accès futur au marché⁷.

De nouvelles perturbations de l'approvisionnement énergétique, *El Niño* et un regain d'aversion pour le risque à l'échelle mondiale pourraient se renforcer mutuellement et imposer un ajustement plus brutal. De nouvelles perturbations des flux d'approvisionnement énergétique dans le Golfe frapperaient un marché où les stocks ont déjà été entamés, ce qui accroîtrait le risque d'une hausse non linéaire des prix. La hausse des prix des engrais pourrait entraîner une réduction de leur utilisation et compromettre les récoltes ultérieures. Les pertes de production liées à la guerre et aux conditions météorologiques dans les principaux pays exportateurs, conjuguées aux perturbations des expéditions de céréales et d'engrais, pourraient accentuer les tensions sur les prix des denrées de base échangées sur les marchés internationaux. Le phénomène *El Niño* pourrait amplifier ces effets en perturbant l'agriculture, la production hydroélectrique et les infrastructures, avec des répercussions susceptibles de se prolonger jusqu'en 2027 (encadré 1). Une correction boursière liée à l'intelligence artificielle (IA) pourrait se propager à la région si elle déclenchait un mouvement plus large de désengagement des actifs risqués, entraînant un élargissement des écarts de taux souverains et une diminution des flux de capitaux. Une hausse des primes de risque est susceptible d'accroître les coûts de refinancement, même si les taux de référence mondiaux devaient chuter. Le repli des flux de capitaux pourrait exercer des pressions sur les taux de change ou sur les réserves, en particulier dans les pays où la dette en devises est élevée.

Graphique 2. Les contraintes de financement persistent malgré le regain d'accès aux marchés

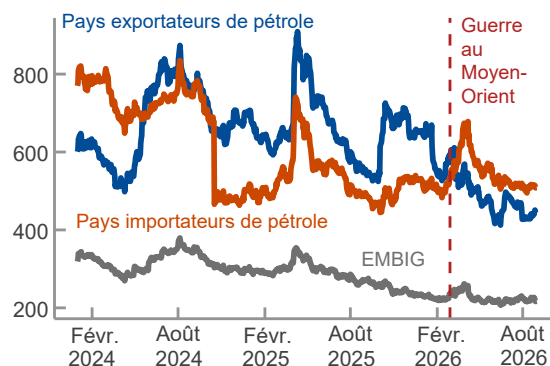
2.1. Les émissions souveraines se sont poursuivies ...

(Émissions d'euro-obligations jusqu'en septembre 2026, en milliards de dollars)



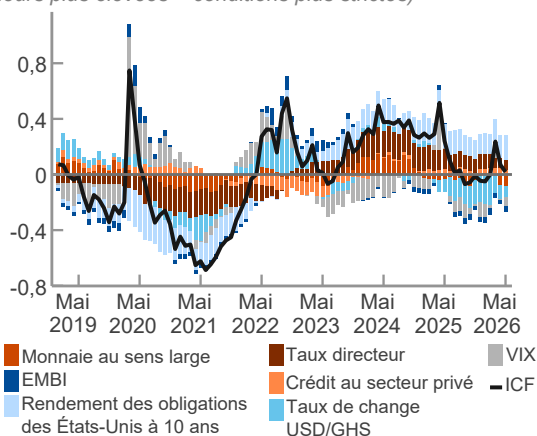
2.2. ... et les écarts de taux souverains se sont resserrés.

(Écarts de taux souverains sélectionnés, en points de base)



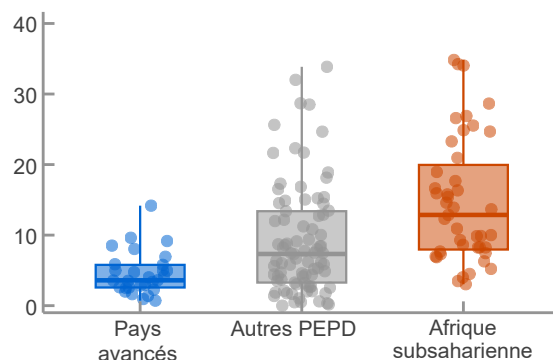
2.3. Les conditions financières sont plus favorables que lors des précédents épisodes ayant suivi un choc, mais le taux des obligations américaines à 10 ans augmente.

(Indice des conditions financières, valeurs plus élevées = conditions plus strictes)



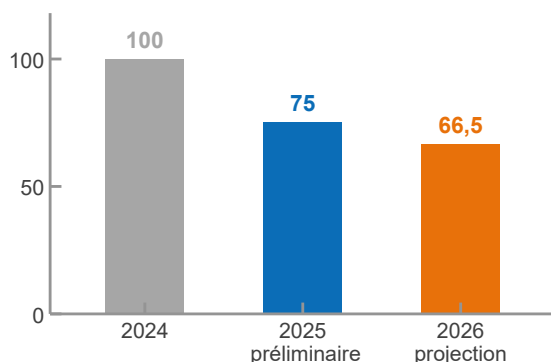
2.4. Les charges d'intérêt absorbent des recettes publiques déjà limitées ...

(Paiements d'intérêts en pourcentage des recettes hors dons, moyenne 2025–27)



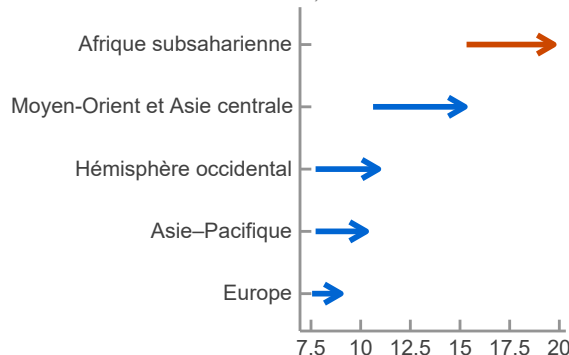
2.5. ... tandis que l'aide recule ...

(Aide publique au développement [APD] réelle, 2024 = 100)



2.6. ... et les banques détiennent davantage de dette souveraine.

(Exposition des banques à la dette publique, en pourcentage des actifs ; les flèches relient les moyennes régionales non pondérées, décembre 2019 et décembre 2025)



Sources : Bloomberg L.P. ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Organisation de coopération et de développement économiques, projections de l'APD pour 2026 et à court terme, juin 2026 ; Sever et Sy, 2026 ; Wezel, Barrail et Dehmej, 2026 ; calculs des services du FMI.

Note : Graphique 2.3 : L'indice englobe la monnaie au sens large, le crédit au secteur privé et le taux de change vis-à-vis du dollar, l'écart de l'indice EMBI, le taux directeur intérieur, le rendement des obligations du Trésor des États-Unis à 10 ans et l'indice VIX, en affectant des pondérations égales à chacune de ces variables. Toutes les séries sont normalisées sous la forme de scores z à l'intérieur des pays. L'ICF régional est la moyenne simple des indices de 24 pays. Inférieur à 0 = inférieur à la moyenne pour la période. EMBI = JP Morgan Emerging Markets Bond Index ; ICF = indice des conditions financières ; VIX = indice de volatilité du Chicago Board Options Exchange. Graphique 2.4 : Les boîtes ombrées indiquent les intervalles interquartiles et les lignes horizontales les médianes ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

La résistance sociale et la faiblesse des mécanismes de mise en œuvre peuvent retarder l'ajustement et, à terme, en accroître le coût. Les ménages les plus exposés disposent souvent de peu de moyens pour amortir le choc, tandis que l'insuffisance des dispositifs de mise en œuvre peut limiter le déploiement rapide d'aides ciblées. Aux Comores, les autorités ont suspendu une hausse prévue des prix des carburants à la suite de manifestations, ce qui illustre à quel point les résistances sociales peuvent restreindre l'éventail des mesures envisageables. Le maintien des prix à la pompe inchangés jusqu'en 2026 pourrait générer des pertes quasi budgétaires équivalant à environ 2,5 % du PIB pour la compagnie pétrolière publique. Lorsqu'il n'est pas possible de déployer rapidement des aides ciblées, les mesures généralisées peuvent constituer le seul instrument disponible à court terme, mais elles sont coûteuses et difficiles à retirer. Le prolongement de ces mesures de soutien par voie d'arriérés ou de pertes peu transparentes au sein des entreprises publiques ne fait qu'accroître l'ampleur de l'ajustement qui devra être opéré par la suite.

Les conflits, l'insécurité et les flambées épidémiques peuvent freiner l'activité économique, accroître les dépenses d'urgence et transmettre des chocs au-delà des frontières. En Afrique centrale et au Sahel, ces pressions s'intensifient à mesure que l'appui extérieur diminue ; les perturbations des échanges, les déplacements de population et l'incertitude peuvent peser sur l'activité et l'investissement. Des épidémies, notamment une aggravation de la flambée d'Ebola en République démocratique du Congo, pourraient perturber les échanges commerciaux et accroître les dépenses de santé, avec des risques de contagion aux pays voisins⁸.

Une normalisation plus rapide des marchés de l'énergie, une pluviométrie favorable, des recettes d'exportation de produits de base supérieures aux hypothèses retenues ou des réformes plus ambitieuses amélioreraient les perspectives, mais les risques restent nettement orientés à la baisse.

Priorités pour l'action publique : protéger les plus vulnérables tout en préservant la stabilité

La politique budgétaire devrait viser à épargner les recettes exceptionnelles temporaires et à poursuivre l'ajustement nécessaire, tout en protégeant les ménages les plus vulnérables et les dépenses productives. Les pays bénéficiant de gains exceptionnels temporaires tirés des exportations de pétrole, d'or, de cuivre ou d'autres produits de base devraient en mettre de côté l'essentiel, notamment pour apurer les arriérés ou rembourser une dette coûteuse, plutôt que de financer des dépenses permanentes ou de reporter les réformes. Lorsque des chocs défavorables sur les termes de l'échange se conjuguent à un espace budgétaire limité, la priorité doit être donnée à la réorientation des dépenses, aux gains d'efficience et à la mobilisation des recettes intérieures, tout en préservant les dispositifs de soutien ciblé et les services essentiels. Le rythme et la composition de l'ajustement doivent être adaptés aux contraintes de financement et aux impératifs de viabilité de la dette, mais des chocs récurrents ne peuvent être indéfiniment compensés par des subventions généralisées ou par une réduction des investissements à haut rendement. Dans l'UEMOA et la CEMAC, l'ajustement budgétaire national doit être coordonné avec les politiques monétaires et prudentielles régionales. Les dons et les prêts concessionnels devraient contribuer à préserver les dépenses prioritaires et à faciliter l'ajustement, tout en complétant (et non en remplaçant) les réformes des recettes et des dépenses intérieures. Tout nouvel emprunt devrait demeurer compatible avec la viabilité de la dette.

Les mesures de soutien devraient être suffisamment financées et ciblées, afin de protéger les ménages vulnérables à un coût budgétaire moindre, sans fausser les signaux de prix qui encouragent les économies d'énergie et le recours à des sources de substitution. Les stabilisateurs automatiques existants et les dispositifs de protection sociale adaptables devraient constituer la première ligne de défense. Lorsque ces dispositifs sont peu développés, les pouvoirs publics devraient recourir à des mécanismes de substitution aussi ciblés que possible, tels que les programmes d'alimentation scolaire, le ciblage géographique ou le soutien aux agriculteurs vulnérables, tout en améliorant les registres sociaux et les circuits de paiement. Les mécanismes temporaires de lissage des prix des carburants, les allègements fiscaux et les subventions devraient être inscrits de manière transparente au budget, plafonnés, limités dans le temps et assortis de stratégies de sortie crédibles. Les pertes ne doivent pas s'accumuler hors budget chez les importateurs, les entreprises de services publics ou les sociétés de transport. Une comparaison illustrative portant sur 19 pays montre qu'un lissage généralisé des prix des carburants peut représenter un coût d'environ 4 % du PIB, alors que des transferts permettant aux 40 % les plus pauvres de conserver l'avantage procuré par ce soutien coûtent au maximum environ 0,5 % du PIB (graphique 3.3).

Dans la majorité des pays de la région, un resserrement de la politique monétaire pourrait se révéler nécessaire pour éviter une inflation persistante. Pour les pays importateurs d'énergie, la hausse des prix de l'énergie crée un risque de stagflation. La politique monétaire ne peut faire abstraction du choc que si celui-ci est temporaire et si les effets de second tour restent maîtrisés. Il est moins probable que ces conditions soient réunies lorsque l'inflation dépasse déjà sa cible et que les tensions généralisées sur les prix devraient rester élevées, ce qui plaide en faveur d'une orientation plus restrictive. Pour les pays exportateurs d'énergie de la région, le choc positif sur les termes de l'échange entraîne une hausse des revenus et de la demande globale, ce qui pourrait justifier un resserrement. Lorsque le régime le permet, la flexibilité du taux de change doit absorber une partie du choc et préserver les réserves. Les interventions sur le marché des changes devraient viser à remédier à des dysfonctionnements de marché, à des asymétries de devises déstabilisatrices ou à un désancrage des anticipations, et non se substituer aux ajustements monétaires, budgétaires ou de change nécessaires⁹.

La reconstitution des marges de manœuvre, le renforcement des dispositifs de protection sociale et l'amélioration de la gestion de la dette permettraient de réduire le coût des chocs futurs. Premièrement, les pays devraient reconstituer les marges de manœuvre budgétaires et les réserves grâce à des cadres d'action crédibles, à des réformes fiscales visant à réduire les distorsions et à renforcer l'administration ainsi que le respect des obligations fiscales, et à des mécanismes de gestion des imprévus destinés à préserver les investissements prioritaires et les dépenses sociales. Deuxièmement, ils devraient associer une tarification de l'énergie tenant compte des coûts réels à des registres sociaux et à des systèmes de paiement capables d'acheminer rapidement une aide ciblée. Troisièmement, les pays devraient accroître la transparence de leur dette en publiant leurs stratégies de gestion de la dette et leurs plans d'emprunt, en divulguant les modalités de financement, les actifs donnés en garantie et les passifs éventuels, et en surveillant les risques de refinancement. Ces mesures peuvent favoriser un allongement des échéances et un élargissement de la base d'investisseurs. Les autorités de contrôle bancaire devraient surveiller les expositions souveraines et les soumettre à des tests de résistance. Pour les pays dont la dette est insoutenable ou qui ont demandé une restructuration, une résolution de la dette plus rapide et plus prévisible reste essentielle.

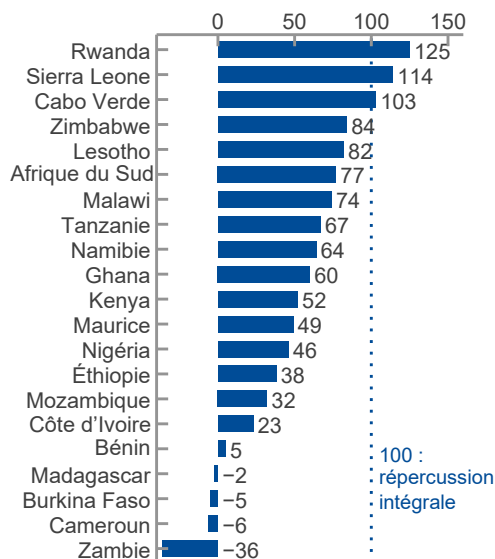
L'investissement productif et les réformes du secteur privé sont indispensables pour accroître la productivité, améliorer le niveau de vie et renforcer la résilience. La production par travailleur reste nettement inférieure à celle observée dans d'autres régions (graphique 3.4). Les réformes structurelles mises en avant dans l'édition d'avril 2026 des *Perspectives économiques régionales* (amélioration de l'approvisionnement en électricité, de la connectivité numérique, des compétences et du climat des affaires) demeurent essentielles. Une meilleure exécution des contrats, une transparence accrue et des réformes des entreprises publiques dans les secteurs des réseaux peuvent réduire les coûts des entreprises et favoriser l'investissement. Le renforcement de l'intégration régionale et la réduction des obstacles non tarifaires peuvent élargir les marchés, tandis que le développement des marchés financiers nationaux peut accroître les possibilités de financement en monnaie locale. Une adoption plus large des technologies numériques et de l'IA offre des perspectives de gains de productivité et de renforcement des capacités de l'État, à condition que la connectivité, les compétences et la gouvernance des données suivent le rythme. Toutefois, contrairement aux exportateurs de technologies en Asie, la plupart des pays de la région tirent peu d'avantages directs de l'essor de l'investissement lié à l'IA. Les pays exportateurs de produits de base, tels que la République démocratique du Congo, pourraient en bénéficier indirectement¹⁰.

Une production diversifiée et plus propre, des réseaux plus solides et le développement des échanges régionaux d'électricité peuvent réduire la dépendance aux combustibles importés. L'enchaînement des mesures doit tenir compte des capacités institutionnelles et des effets de répartition. Les mesures de soutien ne devraient pas être financées en sacrifiant de façon répétée les investissements nécessaires à la croissance à long terme.

Graphique 3. Ajustement des prix des carburants et conception des dispositifs de protection

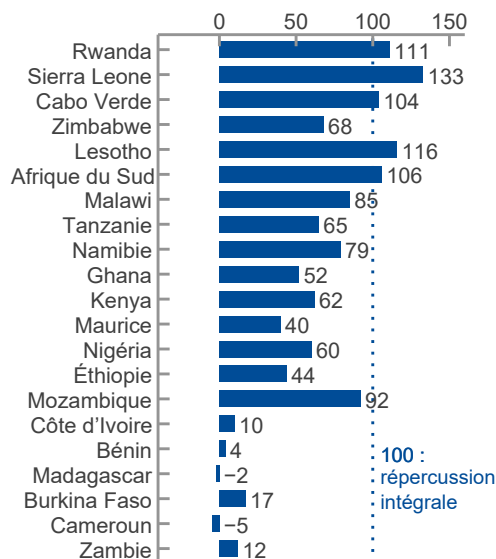
3.1. La répercussion de la hausse des prix de l'essence varie fortement ...

(En pourcentage de la hausse de référence du prix du litre en dollars)



3.2. ... et l'ajustement des prix du gazole peut différer.

(En pourcentage de la hausse de référence du prix du litre en dollars)

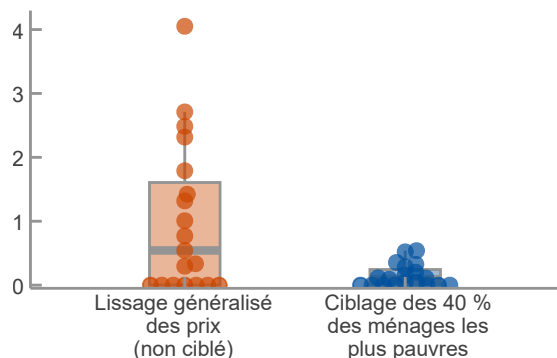


Sources : enquêtes nationales auprès des ménages ; GlobalPetrolPrices.com ; prix au comptant sur la côte du golfe du Mexique publiés par l'Energy Information Administration (EIA) des États-Unis ; sources nationales ; calculs des services du FMI.

Note : Estimations préliminaires couvrant la période du 23 février au 14 septembre 2026. Répercussion = $100 \times \text{variation du prix de détail} / \text{variation du prix de référence du produit raffiné correspondant}$. Il ne s'agit pas d'un taux de subvention. Pour l'Éthiopie, le tarif commercial plus élevé applicable au gazole n'est pas pris en compte.

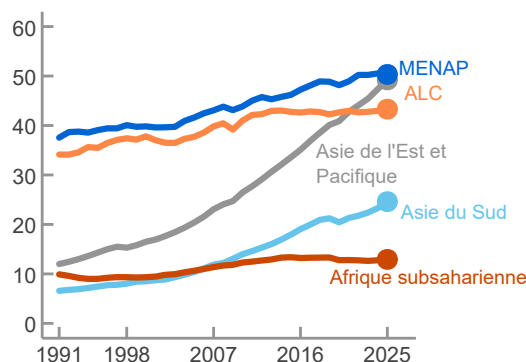
3.3. Un soutien mieux ciblé permettrait de préserver les ressources ...

(Coût budgétaire implicite, en pourcentage du PIB)



3.4. ... pour financer l'investissement public et accroître la productivité.

(PIB par travailleur, en milliers de dollars internationaux constants de 2021 en PPA)



Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; GlobalPetrolPrices.com ; calculs des services du FMI.

Note : Graphique 3.3 : comparaison portant sur 19 pays ; correspondent au bénéfice que les 40 % les plus pauvres tirent des mesures de soutien aux carburants, mais non à l'intégralité des pertes qu'ils subissent du fait du choc. Les boîtes ombrées indiquent les intervalles interquartiles et les lignes horizontales les médianes. Graphique 3.4 : ALC = Amérique latine et Caraïbes ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PPA = parités de pouvoir d'achat.

Encadré 1. *El Niño* : risques pour l’approvisionnement alimentaire et électrique en 2026–27

Le phénomène *El Niño* devrait encore se renforcer et persister jusqu’en février 2027, mettant en péril l’approvisionnement alimentaire et électrique en 2026–27. L’épisode actuel devrait être l’un des plus intenses jamais enregistrés. Bien que ses effets varient selon les régions et les saisons, la conjugaison de pénuries alimentaires et énergétiques pourrait freiner la croissance et accroître l’inflation, les coûts des importations ainsi que les pressions budgétaires et les besoins de financement, en particulier dans les pays dont les marges de manœuvre sont déjà réduites.

L’Afrique australe est exposée à des risques élevés pour son approvisionnement alimentaire et électrique. Les prévisions pour la période d’octobre 2026 à mars 2027 laissent entrevoir des précipitations inférieures à la normale dans une grande partie de la région, notamment dans certaines zones du Malawi, du Mozambique, de la Zambie et du Zimbabwe. Les pertes de récoltes et de pâturages pourraient réduire les revenus ruraux et faire grimper les prix alimentaires, tandis que la baisse du niveau des réservoirs pourrait limiter la production hydroélectrique. Lors de la sécheresse de 2023/24, la récolte de maïs en Zambie a diminué d’environ moitié, tandis que la baisse du niveau des réservoirs a contribué à de longues coupures d’électricité touchant principalement les ménages. La forte dépendance à l’hydroélectricité et le manque d’autres sources d’approvisionnement ont accentué les tensions sur l’approvisionnement en électricité.

En Afrique de l’Est, le déficit pluviométrique menace certaines campagnes agricoles, tandis que des précipitations plus abondantes ailleurs peuvent profiter à l’agriculture mais aussi accroître les risques d’inondation. *El Niño* est généralement associé à des conditions plus sèches entre juin et septembre dans le nord et l’ouest de l’Éthiopie. Les prévisions pour octobre–décembre annoncent des précipitations supérieures à la normale dans certaines parties de la Grande Corne de l’Afrique, en particulier dans le sud de l’Éthiopie et le nord-est du Kenya. Ces pluies supplémentaires pourraient reconstituer les ressources en eau et favoriser l’agriculture, mais des inondations sont susceptibles d’endommager les cultures et les infrastructures et d’accroître les risques sanitaires. En Afrique de l’Ouest et au Sahel, *El Niño* a été associé, par le passé, à des déficits de précipitations entre juillet et septembre.

Un épisode *El Niño* de forte intensité pourrait ralentir la croissance et accroître l’inflation dans l’ensemble de la région. Les simulations du modèle AFRMOD supposent une baisse de la production agricole mondiale entraînant une hausse de 20 % des prix mondiaux des produits agricoles par rapport aux projections actuelles, ainsi qu’une baisse correspondante des rendements agricoles en Afrique australe. Elles indiquent, pour l’Afrique subsaharienne, une réduction médiane de la croissance du PIB de 0,5 point de pourcentage et une augmentation médiane de l’inflation de 2,6 points de pourcentage en 2027. Les pertes sont les plus importantes dans les pays directement touchés ou fortement dépendants de l’agriculture.

Une baisse de la production affaiblirait les recettes au moment même où la facture des importations et les dépenses d’urgence augmentent. Une production hydroélectrique insuffisante accroîtrait la demande d’importations coûteuses de combustible et d’électricité. Au Malawi, les pénuries de devises freinent les importations d’énergie, de denrées alimentaires et d’engrais, ce qui limite la capacité à compenser les déficits de production intérieure.

Des financements prévus en amont et des mécanismes de distribution fiables peuvent aider les pouvoirs publics à réagir rapidement face aux pénuries alimentaires et électriques. Ces financements préétablis devraient être assortis de critères de déclenchement clairement définis et soutenus par des procédures budgétaires permettant des décaissements rapides. Les pouvoirs publics devraient s’appuyer sur les listes de bénéficiaires et les circuits de paiement existants pour fournir une aide ciblée, tout en améliorant progressivement ces dispositifs. Les plans d’urgence relatifs à l’approvisionnement alimentaire et électrique devraient être coordonnés à l’échelle régionale, avec l’appui d’organismes spécialisés pour les interventions dans les domaines de l’agriculture et de la santé.

Sources : OMM, *El Niño/La Niña Update*, 3 septembre 2026 ; SADC, *Perspectives SARCOF-33*, 28 août 2026 ; ICPAC, *Résumé à l’intention des décideurs – Saison d’octobre à décembre 2026*, 10 septembre 2026 ; FAO–PAM, *El Niño Joint Anticipatory Action Appeal*, juin 2026–mars 2027. Zambie : FAO, *Rapport de synthèse par pays du SMIAR*, 18 octobre 2024 ; FMI, *Rapport pays 25/242, Building Resilience to Climate Shocks*, paragraphes 19–22. Afrique de l’Ouest et Sahel : FAO, *El Niño overview*.

Note : AFRMOD est la version pour l’Afrique subsaharienne du système flexible de modèles multinationaux.

Notes de fin

1/ Rédigé par Amirah Arifin, Michele Fornino, Cleary Haines, Athene Laws, Maurizio Leonardi, Can Sever, Nikola Spatafora et Felix Vardy, sous la direction de Montfort Mlachila, Slavi Slavov et Amadou Sy.

2/ Fonds monétaire international (FMI). 2026. *Perspectives de l'économie mondiale* ; Fonds monétaire international, Washington, octobre. L'inflation correspond à la médiane de l'IPC moyen annuel pour l'ensemble des pays.

3/ Fonds monétaire international (FMI). 2026. *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre 1. S&P Global ; Indice des prix des produits alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), août 2026 : Indice FAO des prix des produits alimentaires | [Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture](#). Échantillon de l'indice des directeurs d'achat : Afrique du Sud, Ghana, Kenya, Mozambique, Nigéria, Ouganda et Zambie.

4/ GlobalPetrolPrices.com ; prix au comptant de l'essence et du gazole sur la côte du golfe du Mexique publiés par l'Energy Information Administration (EIA) des États-Unis ; sources nationales ; mesures budgétaires : FMI, Global Policy Tracker, annonces de mars à mai 2026.

5/ Fonds monétaire international (FMI). 2026. *Perspectives de l'économie mondiale*, « Enseignements tirés des crises du coût de la vie ». Fonds monétaire international, Washington, octobre.

6/ Le rendement des obligations du Trésor américain à 10 ans est passé de 4 % à fin février à 5,2 % à fin septembre.

7/ Fonds monétaire international (FMI). 2026. *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne — Des progrès durement acquis et mis à l'épreuve*, avril. Torsten Wezel, Zulma Barrail et Salim Dehmej (2026), *The Sovereign-Bank Nexus in Emerging Markets and Developing Economies*, document de travail du FMI n° 26/113, Fonds monétaire international, Washington. Thibault Lemaire et Rachid Pafadnam, Public Debt Consolidation in Sub-Saharan Africa, à paraître.

8/ Fonds monétaire international (FMI). 2026. *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre 1. Organisation mondiale de la santé (OMS), Bulletins d'information sur les flambées épidémiques, 10 septembre 2026 : [Ebola disease caused by Bundibugyo virus – Democratic Republic of the Congo](#).

9/ Fonds monétaire international (FMI). 2023. *Integrated Policy Framework—Principles for the Use of Foreign Exchange Intervention*, document de politique générale n° 2023/061 ; *Applying the Integrated Policy Framework to Low-Income Countries*, document de politique générale n° 2026/014.

10/ Fonds monétaire international (FMI). 2026. *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre 1. Martin Schindler, Andrew J. Tiffin, Andrea Richter Hume, Kamil Dybczak, Marwa Ibrahim, Youssouf Kiendrebeogo, Jacinta Bernadette Shirakawa, Nikola Spatafora et Solo Zerbo (2026), *Unlocking the Potential: AI in Sub-Saharan Africa*, document de département du FMI n° 2026/013. <https://doi.org/10.5089/9798229047821.087>.